

**LETTRE**  
**DU C.C. DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE ET DU**  
**GOUVERNEMENT ALBANAIS AU C.C. DU PARTI**  
**COMMUNISTE ET AU GOUVERNEMENT CHINOIS**

*(29 juillet 1978)*

**EDITIONS «8 NENTORI»**

**TIRANA, 1978**

**Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse**

**[WWW.MARXISME.FR](http://WWW.MARXISME.FR)**

## **AU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS, AU CONSEIL DES AFFAIRES D'ETAT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE**

Le 7 juillet 1978, le ministère des Affaires étrangères de la République Populaire de Chine a remis à l'Ambassade de la République Populaire Socialiste d'Albanie à Pékin une note officielle, par laquelle le Gouvernement chinois faisait savoir qu'il avait décidé «d'arrêter son aide économique et militaire à l'Albanie, de cesser ses versements au titre de l'aide à l'Albanie et de retirer ses spécialistes économiques et militaires» qui travaillaient en Albanie jusqu'à cette date.

Par cette action perfide et hostile à l'encontre de l'Albanie socialiste, vous avez déchiré sans scrupules les accords conclus officiellement entre nos deux pays, vous avez violé de façon brutale et arbitraire les règles et les normes internationales élémentaires, vous avez étendu les divergences idéologiques au domaine des rapports d'Etat à Etat avec l'Albanie.

En vous livrant à cet acte hostile à l'encontre de l'Albanie socialiste vous cherchez à porter atteinte et à nuire à l'économie et à la capacité de défense de notre pays, vous sabotez la cause de la révolution et du socialisme en Albanie. En même temps vous minez gravement l'amitié fraternelle qui unit les peuples albanais et chinois. Par vos desseins malveillants à l'égard d'un pays socialiste comme l'est la République Populaire Socialiste d'Albanie, vous réjouissez les ennemis du socialisme et de la révolution. La responsabilité de cet acte réactionnaire et hostile à l'Albanie, ainsi que de ses conséquences, retombera pleinement sur la partie chinoise.

Le Comité central du Parti du Travail d'Albanie et le Gouvernement albanais dénoncent devant l'opinion publique mondiale l'arrêt brutal de votre part des aides et des crédits à l'Albanie socialiste, comme un acte réactionnaire accompli à partir de positions de grande puissance, comme un acte qui renouvelle, par son contenu comme par sa forme, les féroces méthodes chauvines de Tito, Khrouchtchev et Brejnev, que la Chine a naguère dénoncées.

Le Comité central du Parti du Travail d'Albanie et le Gouvernement albanais réfutent les tentatives faites dans la note chinoise pour établir la culpabilité de l'Albanie, pour accuser sans aucune base la direction albanaise d'être soi-disant ingrate envers la Chine de l'aide que celle-ci lui a prêtée, et de s'être soi-disant efforcée de saboter la collaboration économique et militaire entre les deux pays. Toute personne sensée trouverait incroyable et contraire à toute logique que l'Albanie, un petit pays, qui lutte contre l'encerclement et le blocus impérialistes-révisionnistes, qui s'est attelé à une tâche très vaste et multiforme pour assurer son rapide essor économique et culturel, qui oeuvre inlassablement au renforcement de la défense de sa Patrie socialiste, que l'Albanie donc provoque et recherche elle-même la rupture de la collaboration économique avec la Chine, qu'elle refuse les crédits et l'aide civile et militaire de celle-ci.

Le peuple albanais, son Parti et son Gouvernement, s'inspirant des enseignements du marxisme-léninisme et des principes de l'internationalisme prolétarien, ont lutté en toute sincérité et avec esprit de suite pour le renforcement de l'amitié, de la collaboration fraternelle et de l'appui mutuel entre l'Albanie et la Chine. Ils ont toujours hautement apprécié l'aide que la Chine a accordée à l'Albanie, en la considérant comme une aide internationaliste du peuple chinois, comme une aide servant la cause générale de la révolution et du socialisme dans le monde, comme une aide venant d'un pays que l'on disait socialiste. Le peuple albanais, son Parti et son Gouvernement s'en tiennent, aujourd'hui comme auparavant, aux appréciations qu'ils ont faites de cette aide et de son rôle, entre autres facteurs extérieurs, pour le développement de notre pays.

L'Albanie socialiste n'a jamais regardé son amitié avec les peuples des autres pays comme un moyen d'obtenir des avantages économiques. Elle n'a jamais non plus permis à qui que ce soit de regarder son aide et la collaboration économique comme un investissement tendant à dicter et à imposer à notre pays des points de vue politiques et idéologiques qui sont en opposition avec le marxisme-léninisme et

les intérêts du socialisme. La République Populaire Socialiste d'Albanie n'a jamais transigé sur les principes, elle n'en a jamais fait et elle n'en fait pas un objet de marchandages.

Lorsque le Parti du Travail d'Albanie a défendu le Parti communiste chinois contre l'attaque des révisionnistes khrouchtchéviens à la Rencontre de Bucarest et à la Conférence des partis communistes et ouvriers de Moscou de 1960, il l'a fait en toute conscience pour défendre les principes du marxisme-léninisme et non pas pour obtenir de la Chine l'équipement de quelques fabriques et quelques tracteurs. Lorsque l'Albanie socialiste, des années durant, défendait les droits de la Chine populaire à l'Organisation des Nations unies contre le complot américain, elle ne le faisait pas pour des intérêts matériels, mais pour défendre une cause juste et de principe. Lorsque le Parti du Travail d'Albanie et notre classe ouvrière soutinrent les buts stratégiques de la Révolution culturelle chinoise, ils ne l'ont pas fait pour recevoir quelque chose en retour, mais pour aider la classe ouvrière chinoise, les communistes et le peuple chinois, pour sauver le pays des éléments capitalistes qui avaient usurpé le pouvoir en Chine.

Le Gouvernement chinois, pour justifier l'interruption des aides à l'Albanie, s'est borné, ne pouvant faire autrement, à des «arguments» économiques et techniques de la pratique la plus courante dans les rapports entre deux Etats. Cela, vous le faites pour dissimuler les véritables raisons qui vous ont conduits à exécuter cet acte hostile contre l'Albanie socialiste.

L'arrêt des aides et des crédits à l'Albanie ne peut être justifié par les huit «faits» évoqués dans la note chinoise, à savoir que le «vice-ministre de l'Industrie et des mines d'Albanie... a refusé de procéder à des consultations ultérieures... et a mis fin de façon arrogante aux entretiens» ; que les spécialistes albanais «n'ont pas respecté les instructions techniques des spécialistes chinois» à la raffinerie du traitement complet du pétrole ; que le projet chinois d'un ouvrage militaire n'a pas été réalisé avec succès «en raison de la découverte tardive d'écoulements souterrains, que les études géologiques insuffisantes de la partie albanaise n'avaient pas permis de déceler», et que la partie albanaise «changeant d'avis, a pris elle-même sur soi ces travaux et a mis un terme à l'aide chinoise concernant cet ouvrage» ; que la partie albanaise «a invoqué divers prétextes et, contrairement aux accords conclus, a refusé de signer les procès-verbaux de la mise en exploitation des ouvrages ; que la partie albanaise «abruptement, a refusé d'accepter 25 factures se montant à une somme totale de 100 millions de yuans Renminbi» ; que, «en raison de l'inobservance par la partie albanaise des conseils techniques des spécialistes chinois, il s'est formé dans le haut-fourneau du Combinat métallurgique un encroûtement» et que les spécialistes albanais ont paré à cet inconvénient eux-mêmes sans attendre la venue de spécialistes particuliers de Chine ; que «l'ambassadeur albanais en Chine a refusé d'accepter la note chinoise du 7 juin 1978».

Ces «arguments» et «faits» que cite le Gouvernement chinois sont inventés de toutes pièces ou déformés, mais, même s'ils correspondaient à la réalité, ils ne pourraient jamais servir à un Etat de base morale et juridique pour justifier l'arrêt unilatéral et brutal de l'aide économique et militaire qu'il prête à un autre Etat avec lequel il a été pendant un long temps en étroite alliance.

Les véritables motifs de l'arrêt des aides et des crédits accordés à l'Albanie n'ont pas un caractère purement technique, comme la note chinoise cherche à le présenter, mais un caractère profondément politique et idéologique. Dans cette lettre, le Comité central du Parti du Travail d'Albanie et le Gouvernement albanais jeteront la pleine lumière sur ces causes politiques et idéologiques. Mais auparavant, nous nous attacherons à démontrer que même les «arguments» invoqués par la partie chinoise dans sa note ne correspondent nullement à la réalité.

## I

Le Gouvernement de la République Populaire Socialiste d'Albanie fera connaître à l'opinion mondiale la vérité sur les rapports économiques entre la Chine et l'Albanie, et plus particulièrement sur les questions soulevées dans la note chinoise, en publiant les notes intégrales échangées à cet effet entre

les gouvernements des deux pays. Nous allons éclaircir ici certains «faits» mentionnés dans la note chinoise.

La note chinoise du 7 juillet, en alignant de manière tendancieuse une série de chiffres sur les aides accordées par la Chine à l'Albanie, traduit le désir de la direction chinoise de se vanter aux yeux du monde. Elle agit de la même manière qu'a agi et continue d'agir la direction révisionniste soviétique qui se vante constamment avec une présomption de grand Etat de l'aide qu'elle a accordée naguère à l'Albanie.

Nous sommes obligés de rappeler aux dirigeants chinois que leurs vantardises sont entièrement en opposition avec les déclarations officielles faites dans le passé par le Gouvernement chinois.

Dans la déclaration solennelle du Gouvernement chinois sur les 8 principes de son aide aux autres pays il est dit : «Le Gouvernement chinois se fonde toujours sur le principe de l'égalité et de l'avantage réciproque dans l'octroi d'aides aux autres pays. Il ne considère jamais cette aide comme une aumône unilatérale, mais comme quelque chose de réciproque». Et Chou En-laï, lors de la visite qu'il fit en 1964 dans 14 Etats, soulignait : «Nous vanter de l'aide que nous accordons à d'autres serait du chauvinisme de grand Etat».

Le peuple, le Parti et le Gouvernement albanais n'ont jamais nié l'aide de la République Populaire de Chine et le rôle de cette aide dans le développement économique de notre pays. Ils l'ont reconnue et appréciée, en toute sincérité de sentiments, en pensant qu'elle leur venait d'un Etat ami et qu'elle était accordée dans l'esprit des principes du socialisme.

Mais dans la note chinoise du 7 juillet, alors que l'aide économique et militaire accordée par la Chine à l'Albanie est gonflée à l'excès et embellie, on ne trouve aucun mot pour rappeler que l'Albanie aussi a aidé la Chine, comme les dirigeants chinois eux-mêmes l'ont déclaré à maintes reprises auparavant.

Appréciant l'aide accordée par l'Albanie à la Chine, Mao Tsétoung a dit : «C'est nous qui devons d'abord vous remercier, car vous vous tenez en première ligne du front, vous vous trouvez dans des conditions très difficiles et vous luttez opiniâtrement pour la défense du marxisme-léninisme. C'est là une chose très méritoire, cela est d'un plus grand prix que n'importe quoi d'autre». (Extrait du procès-verbal d'un entretien avec une délégation albanaise le 29.6.1962).

Chou En-laï, pour sa part, a déclaré : «Les camarades albanais évoquent souvent le soutien et l'aide de la Chine à l'Albanie. Je désirerais souligner ici que c'est tout d'abord l'Albanie qui nous a accordé une grande aide et un grand soutien.

«... le peuple chinois n'oubliera jamais qu'à l'époque où les révisionnistes modernes calomniaient et attaquaient furieusement le Parti communiste chinois, le Parti du Travail d'Albanie, adoptant une attitude juste, au mépris de toutes les pressions, difficultés et dangers, s'est porté en avant avec courage pour affronter ce courant adverse, il a démasqué et frappé sans merci les complots anti-chinois du révisionnisme moderne». («Zëri i Popullit», 9 janvier 1964, discours au meeting de Tirana).

Chou En-laï a de nouveau souligné : «Nous accomplissons notre devoir internationaliste, et nous commettrions une trahison si nous ne vous aidions pas... bastion du socialisme en Europe, vous luttez contre l'impérialisme, le révisionnisme et toute la réaction. Si nous ne vous aidions pas, nous ne serions pas des communistes internationalistes, mais des traîtres. La Chine et l'Albanie se prêtent un soutien et une aide réciproques. En Europe vous vous dressez comme un phare et vous luttez sans fléchir et impavides. C'est là pour nous et pour les peuples du monde entier une grande aide et un grand soutien». (Extrait du procès-verbal d'un entretien avec une délégation albanaise, à Pékin, le 29 août 1971).

Kang Cheng a fait lui aussi une déclaration analogue : «J'ai dit souvent à mes camarades, et je l'ai souligné à nouveau, que les camarades albanais nous prêtent une aide considérable, colossale. Ne regardons pas seulement l'usine d'engrais chimiques, la centrale thermique, les diverses usines et fabriques que nous vous donnons, ce n'est pas là grand chose en regard du grand soutien que les camarades albanais nous accordent à nous ainsi qu'au mouvement communiste dans le monde». (Extraits du discours au dîner offert en l'honneur de la délégation chinoise le 13 novembre 1966, à Tirana).

Nous sommes gênés d'évoquer l'aide que l'Albanie a accordée à la Chine, car ce que le Parti et le peuple albanais ont fait pour la Chine et le peuple chinois, ils l'ont fait avec une conscience communiste et en s'inspirant de sentiments fraternels et internationalistes. Mais vous nous obligez d'en parler, car, suivant l'exemple de Khrouchtchev et de Brejnev, vous vous êtes mis à nous compter les yuans et les fens que vous avez donnés à l'Albanie !

Dans sa note, le Gouvernement chinois essaie de donner à l'opinion publique l'impression que si l'Albanie a obtenu quelque succès dans le développement économique, ce n'est soi-disant que grâce à l'aide de la Chine. Dans ce but et pour impressionner l'opinion intérieure et internationale, les chiffres cités dans la note chinoise ont été gonflés et manipulés avec soin. Dans la note, il est souligné que «pour appliquer les accords conclus entre la Chine et l'Albanie, le Gouvernement chinois a dépensé plus de 10 milliards de yuans Renminbi». C'est un chiffre arbitraire qui ne correspond pas à la réalité.

En premier lieu, il convient d'indiquer que quand le Gouvernement chinois parle d'aides il s'agit en réalité de crédits, d'obligations découlant d'accords signés entre les deux gouvernements, conformément aux désirs et aux intérêts des deux parties et à la pratique internationale connue des rapports entre Etats souverains et qui comportent des obligations bilatérales. Ici donc il ne s'agit pas d'aumônes ni de charité chrétienne.

Par ailleurs, sur la base des documents dont dispose la partie albanaise, il ressort que de décembre 1954 à juillet 1975, entre la Chine Populaire et l'Albanie ont été signés 17 accords gouvernementaux d'octroi de crédits de la première à la seconde, à part les accords d'aide militaire. Parmi ces 17 accords, il en est où l'aide en crédits est calculée en roubles anciens, puis en roubles nouveaux, ensuite en livres sterlings, plus tard en yuans intérieurs ou en yuans «commerciaux» ou encore en dollars américains. Si l'on convertit les diverses monnaies citées dans ces accords en yuans «commerciaux», selon le cours officiel chinois fixé par la Banque chinoise, dans les périodes respectives, il résulte que, contrairement à ce qu'indique la note de Pékin, la valeur globale de l'aide économique chinoise en crédits accordée à l'Albanie de 1954 à 1975, année de la signature du dernier accord, n'est pas «supérieure à 10 milliards de yuans», mais n'atteint que 3 milliards 53 millions de yuans «commerciaux». Si l'on calcule la valeur des ouvrages complets et des matériels généraux aux prix unilatéraux décidés par la partie chinoise, l'Albanie a utilisé jusqu'en juillet 1978 environ 75 % de cette somme. Mais il faut souligner ici que les valeurs figurant sur les factures de la Banque chinoise pour les ouvrages complets et les matériels généraux ne sont pas calculées sur la base de prix établis «d'un commun accord», mais fixées de manière arbitraire par la seule partie chinoise, sans qu'elle n'ait nullement consulté la partie albanaise, comme elle aurait dû le faire aux termes de l'accord. C'est pourquoi le renvoi par la Banque d'Etat albanaise à la Banque chinoise des factures des ouvrages construits en Albanie, n'est pas «une violation des accords» comme le prétend la note chinoise.

Les prix des ouvrages complets et des matériels généraux sur lesquels a été calculé le montant des factures présentées par la Chine n'ont pas été fixés en concordance avec les stipulations de l'accord officiel conclu le 8.6.1965 entre le Gouvernement de la République Populaire d'Albanie et le Gouvernement de la République Populaire de Chine et les dispositions mentionnées dans l'échange de lettres du 22.12.1971, où il est clairement établi que : «Les prix des ouvrages complets et des matériels généraux... seront fixés d'un commun accord suivant les principes de la fixation des prix commerciaux entre la Chine et l'Albanie».

En ce qui concerne l'aide militaire, les estimations par la partie chinoise sont faites de façon entièrement arbitraire, car dans les accords de cette catégorie, antérieurs à 1967, les prix sont calculés en monnaie chinoise, sans que la partie albanaise ait été consultée, tandis que dans les accords postérieurs qui concernent la plus grande part de l'aide militaire chinoise à l'Albanie, il n'est fixé aucun prix concret, ni en monnaie chinoise ni en une autre monnaie.

Ainsi donc, les milliards de yuans dont il est fait mention dans la note chinoise ne représentent pas le véritable montant de l'aide économique et militaire accordée par la Chine à l'Albanie, mais constituent une réclame de la partie chinoise montée sur des calculs arbitraires, unilatéraux et tendancieux. Nous affirmons que la partie chinoise, dans ses desseins malveillants, s'est hâtée en fixant ces chiffres. Les calculs complets seront faits suivant les accords, les protocoles et les critères établis par les deux parties. Ces calculs seront faits aussi en prenant en compte les pertes et les dommages qui ont été causés à notre économie par la partie chinoise, du fait qu'elle ne s'est pas acquittée de ses obligations dans les délais fixés par les contrats et qu'elle a laissé inachevés une partie importante des ouvrages.

La partie chinoise n'a pas été correcte dans l'application des accords et des protocoles officiels et des critères communément établis. L'immense majorité des ouvrages économiques qui ont été construits en Albanie avec l'aide en crédits de la Chine ont toujours été achevés avec des retards allant de un à six ans. Il est même des ouvrages, comme l'usine de ferrochrome, dont il avait été décidé qu'elle devait être construite en Albanie conformément à l'accord sur les crédits accordés par la Chine conclu en 1965, et dont la construction, par la faute de la partie chinoise, n'a pas été achevée jusqu'à ce jour. De même, la construction du Combinat métallurgique a commencé en retard et jusqu'à présent, toujours par la faute de la partie chinoise, les investissements pour les constructions n'ont été réalisés que dans la mesure de 67 % de la valeur totale des constructions du Combinat alors que la Chine n'a livré que 74 % des équipements prévus.

Ces violations flagrantes des accords officiels par la partie chinoise ont causé de grands dommages à l'économie albanaise, et le Gouvernement chinois en assume la pleine responsabilité matérielle et morale. Quand tout cela sera calculé sur la base de la documentation officielle et des faits concrets, on verra alors laquelle des deux parties est débitrice et dans quelle mesure.

La note chinoise tend à faire croire que l'aide accordée par la Chine à l'Albanie a été le facteur déterminant du développement de notre pays. Mais cette aide n'a été ni ne pouvait être un facteur d'une telle importance. Le facteur déterminant, que personne ne peut nier, a été la lutte et le travail résolu, opiniâtres et héroïques du peuple albanaise sous la conduite du Parti du Travail d'Albanie, pour la construction du socialisme, selon le principe léniniste de l'appui sur ses propres forces. Les succès grandioses réalisés en Albanie dans l'édification du socialisme et la défense du pays sont l'oeuvre du Parti du Travail d'Albanie, de l'Etat albanaise de dictature du prolétariat, du peuple albanaise et non le fruit de l'aide extérieure.

L'aide reçue de la Chine n'a été qu'un facteur auxiliaire. La valeur de tous les crédits chinois utilisés jusqu'à la fin de 1977 par l'Albanie équivalait à un très faible pourcentage de notre revenu national. Voilà quelle est la réalité et non pas la fausse version de la partie chinoise, qui cherche à donner l'impression que c'est grâce à la Chine que le peuple albanaise s'est maintenu en vie.

Ses conceptions chauvines de grand Etat ont brouillé la logique de la direction chinoise et l'ont amenée à adopter un langage de grand propriétaire féodal. La Chine, dans sa note, se vante d'avoir livré à l'Albanie 1,8 million de tonnes de blé, etc. C'est tout juste s'il n'est pas dit que l'Albanie «n'est pas morte grâce au pain que lui a donné la Chine» ! C'est là une attitude offensante à l'égard du peuple albanaise. Certes, l'Albanie, de 1956 à 1975, a importé du blé de la Chine. Mais non seulement le chiffre global cité ne correspond pas à la réalité, mais il faut dire que l'Albanie n'a reçu de la Chine au cours de toute cette période que 436.000 tonnes de blé au titre des crédits alors que le reste lui a été livré par la voie commerciale et réglé dans le cadre de l'accord de clearing. Du moment que la note chinoise regroupe en un seul chiffre le blé importé par l'Albanie au titre des crédits et celui importé au

titre de l'accord de clearing, pourquoi la partie chinoise ne fait-elle pas état de ce que l'Albanie a exporté en Chine justement dans le cadre de l'accord de clearing au cours de la période 1954-1977 ? L'Albanie a livré à la Chine plus de 1,7 million de tonnes de pétrole, plus de 1,3 million de tonnes de bitume et quelque 2,7 millions de tonnes de minerai de chrome et de concentré de chrome, etc.

En évoquant dans sa note son aide militaire et en rendant cette note publique, le Gouvernement chinois a divulgué à dessein un secret militaire concernant la défense de la République Populaire Socialiste d'Albanie. Par cet acte, le Gouvernement chinois, a nui gravement à la défense de la République Populaire Socialiste d'Albanie et a aidé ses ennemis extérieurs, en particulier les forces de l'OTAN et l'impérialisme américain, et les forces du Pacte de Varsovie et le social-impérialisme soviétique. C'est là un acte de déloyauté et le Gouvernement chinois en assume la responsabilité.

Dans sa note le Gouvernement chinois consacre une place particulière à ses accusations contre les travailleurs albanais, comme quoi ceux-ci n'auraient pas respecté les spécialistes chinois venus en Albanie et n'auraient pas voulu collaborer avec eux. Ce sont là de pures inventions, qui ne méritent même pas d'être démenties. Nous sommes convaincus que, dans son for intérieur, aucun spécialiste chinois, qui a vécu et travaillé au milieu de notre peuple, ne souscrira à de telles accusations. Les ouvriers, spécialistes et dirigeants albanais ont toujours collaboré avec les spécialistes chinois dans un esprit amical et fraternel, ils ont apprécié leur travail et respecté leurs connaissances et leur expérience.

Dans des desseins déterminés, la note chinoise indique que dans l'espace de 24 ans 6.000 spécialistes ont été envoyés en Albanie. Ce chiffre global est avancé pour donner à entendre que le mérite pour tout ce qui a été réalisé dans les constructions, l'industrie et l'agriculture, pour tout ce qui a été fait en Albanie, reviendrait soi-disant à ces 6.000 spécialistes. Mais l'édification de l'Albanie nouvelle est l'oeuvre du peuple albanais lui-même. A la construction de divers ouvrages ont travaillé chaque jour et sans relâche des dizaines de milliers de spécialistes, d'ingénieurs et de techniciens albanais, sans compter les techniciens moyens et les ouvriers qualifiés qui sont des centaines de milliers. Sans leur travail et leurs connaissances, aucun ouvrage n'aurait pu être construit.

La note chinoise n'indique pas non plus que le peuple albanais a largement rétribué le travail des spécialistes envoyés de Chine. Si la note ne parle pas de cela, elle n'oublie pas par contre de nous rappeler que la Chine aurait dépensé 100 millions de yuans pour procéder à des expérimentations concernant le fer albanais ! De plus, par ordre de leurs supérieurs, les spécialistes chinois qui ont été rappelés d'Albanie n'ont laissé aux spécialistes albanais aucun document technique et ils ont brûlé ou emporté tous les documents techniques dont ils disposaient et qui concernaient les ouvrages en cours de construction en Albanie avec l'aide de la Chine.

A propos de questions économiques concrètes entre deux partenaires, entre deux Etats, il est naturel de voir surgir des problèmes dont la solution nécessite à tout prix des discussions. Mais la direction chinoise, elle, n'a pas jugé utile de procéder à des discussions normales parce qu'elle voulait imposer ses conceptions à l'Albanie. Pour ce qui est des questions économiques, les pressions exercées par la partie chinoise sur l'Albanie sous diverses formes et de diverses manières ne datent pas d'hier, il y a longtemps que la direction chinoise en avait fait une pratique courante. Au cours des entretiens sur la conclusion d'accords pour l'octroi par la Chine d'une aide économique à l'Albanie sous forme de crédits, puis, par la suite, pour l'application de ces accords, de nombreux débats ont eu lieu, et la partie albanaise s'est opposée avec succès aux points de vue de la direction chinoise, qui cherchait à imposer à l'Albanie un développement unilatéral et à freiner son progrès rapide et sûr.

Au cours de longs débats, la pression de la direction chinoise en arriva au point que la partie chinoise renonça à la mise au point des projets de la centrale hydro-électrique de Vau i Dejes et de la centrale hydro-électrique de Fierze afin de faire en sorte que nous ne construisions pas ces très importants ouvrages. La direction chinoise pensait que l'Albanie, n'ayant pas, selon elle, la capacité technique de mettre elle-même au point les projets de centrales hydro-électriques aussi grandes et complexes, aurait

renoncé à la construction de ces ouvrages. Mais à la fin elle se vit contrainte de consentir à accorder ce crédit, la partie albanaise ayant pris sur elle la mise au point des projets de ces deux hydro-centrales.

Et ces deux centrales hydro-électriques ont été projetées et construites par les spécialistes albanais, alors que les spécialistes chinois n'ont pas mis la main aux projets, mais ont joué le rôle de simples conseillers.

De nombreux faits et documents sont là pour démontrer qu'à des moments donnés, chaque fois que la politique chinoise a opéré de grands tournants, auxquels le Parti et le Gouvernement albanais ne se sont pas associés, le Gouvernement chinois les a accompagnés de pressions et de mesures économiques restrictives des plus diverses. Ces attitudes constituent un démenti flagrant des déclarations tapageuses et réitérées du Gouvernement chinois, selon lesquelles «dans l'octroi d'aides aux autres pays, le Gouvernement chinois respecte scrupuleusement la souveraineté des pays qui en bénéficient et ne l'accompagne jamais de conditions, ni ne demande aucun privilège».

La note chinoise souligne que «... la partie albanaise, pour les besoins de sa politique intérieure et extérieure..., a intentionnellement déformé les faits quant à l'aide que la Chine a accordée à l'Albanie...» Cela atteste l'esprit intrigant de la direction chinoise et son désir de voir l'Albanie politiquement, idéologiquement, économiquement asservie au social-impérialisme soviétique ou à l'impérialisme américain et à la bourgeoisie réactionnaire. La direction chinoise s'exprime de cette façon car elle s'imagine que l'Albanie est isolée, qu'elle respirait et subsistait grâce à la Chine et qu'à l'heure actuelle elle est restée sur le pavé et qu'elle n'a plus qu'à devenir la proie des impérialistes ou des sociaux-impérialistes. C'est aussi ce qu'ont pensé et dit naguère Khrouchtchev et Mikoyan. L'Albanie, selon eux, se vendrait pour «trente deniers» ; sans l'aide soviétique elle mourrait de faim avant quinze jours» !

Or la vie a démontré que l'Albanie ne s'est pas vendue, et qu'elle n'est pas non plus morte de faim. Elle a progressé avec un grand succès dans l'édification du socialisme. Tout cela a été réalisé non pas grâce à l'aide chinoise mais grâce au travail héroïque et à la lutte glorieuse du peuple albanais.

Dans l'avenir également, le peuple albanais, sous la direction du Parti du Travail d'Albanie, en s'appuyant sur ses propres forces, marchera, toujours triomphant, dans la voie du socialisme, montrant par son exemple à ses amis et aux peuples, la force et la vitalité invincible du marxisme-léninisme, la force du socialisme, la force du peuple.

Dans notre lutte pour l'édification du socialisme et la défense de la patrie, dans nos efforts pour affronter et surmonter avec succès les difficultés que l'acte hostile du Gouvernement chinois a créées à notre pays, nous jouissons et nous jouirons de plus en plus de l'aide internationaliste des révolutionnaires authentiques, des peuples attachés à la liberté et des hommes progressistes dans le monde entier. Jamais l'Albanie n'a été isolée et jamais elle ne le sera.

Les plans du développement de l'Albanie, établis par le Parti, seront réalisés grâce au travail plein d'abnégation, à la détermination du peuple, par nos propres forces, dans tous les domaines, y compris les ouvrages que la Chine a laissés inachevés et d'autres nouveaux ouvrages qui viendront s'ajouter aux premiers.

## II

L'annulation unilatérale par le Gouvernement chinois des accords de collaboration économique et militaire avec l'Albanie, la violation arbitraire de sa part des contrats conclus officiellement entre les deux pays, la suspension des travaux dans maints ouvrages importants pour notre économie socialiste, le retrait des spécialistes, etc, reflètent une ligne politique et idéologique bien définie de la direction chinoise. Il s'agit là d'une conséquence de la déviation de la direction chinoise par rapport au marxisme-léninisme et aux principes de l'internationalisme prolétarien, de son rapprochement et de sa



collusion avec l'impérialisme américain, le capital international et la réaction, de sa renonciation à aider et à soutenir les forces révolutionnaires et de libération dans l'arène internationale, des ambitions de la Chine de devenir une superpuissance impérialiste.

Cette ligne suivie par la direction chinoise, ligne qui a suivi un processus émaillé de zigzags, s'est heurtée à l'opposition constante du Parti du Travail d'Albanie, qui met au-dessus de tout la cause du socialisme, de la révolution et de la libération des peuples. C'est la raison pour laquelle entre le Parti du Travail d'Albanie et le Parti communiste chinois sont apparues de sérieuses contradictions idéologiques et politiques, qui se sont progressivement aggravées. C'est précisément parce que notre Parti et le peuple albanais n'ont pas accepté la ligne et les points de vue chinois de grande puissance et ne s'y sont pas soumis, que la direction du Parti communiste et le Gouvernement chinois sont allés jusqu'à arrêter les aides à l'Albanie socialiste, et à étendre les désaccords idéologiques au domaine des rapports d'Etat à Etat.

Le Comité central du Parti du Travail d'Albanie s'est efforcé constamment de résoudre ces divergences par la voie marxiste-léniniste, par des consultations et des explications empreintes d'un esprit de camaraderie, en ne les rendant jamais publiques.

En cette question, notre Parti s'est fondé sur le principe qu'entre les divers partis et Etats, même s'ils entretiennent d'étroits rapports d'amitié entre eux, peuvent surgir des divergences et des malentendus. Quelle que soit la partie coupable, ces divergences et malentendus requièrent des discussions pour être résolus. Et ce principe doit être d'autant plus appliqué entre pays socialistes et entre partis communistes. Des normes comme les consultations et les explications amicales réciproques doivent absolument être appliquées, car ces normes marxistes-léninistes préservent l'amitié sincère et non pas l'amitié hypocrite qui dissimule des desseins malveillants, elles préservent la pureté de notre théorie scientifique, le marxisme-léninisme, elles renforcent la révolution et la lutte des peuples.

Les normes marxistes-léninistes qui régissent les rapports entre partis communistes comprennent, entre autres, celle de la critique juste et mutuelle, de principe et constructive pour les erreurs constatées dans la ligne et l'activité de tel ou tel parti. Une critique de ce genre faite dans un esprit de camaraderie ne peut pas être qualifiée de polémique, comme la direction chinoise l'a interprétée. La polémique, comme l'indique le mot lui-même, traduit un état de lutte idéologique et politique, un état où les divergences non antagonistes deviennent antagonistes.

Le Parti du Travail d'Albanie, dans ses rapports avec le Parti communiste chinois, s'en est tenu rigoureusement à ces principes et à ces normes marxistes-léninistes appliqués entre les partis communistes authentiques. Chaque fois que notre Parti a constaté chez le Parti communiste chinois des attitudes et des actes en opposition avec le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien, en opposition avec les intérêts du socialisme et de la révolution, il lui a mis en lumière ses erreurs et l'a critiqué dans un esprit de camaraderie. En témoignent les documents écrits de notre Parti et de notre Etat, qui sont en votre possession. Mais quelle a été l'attitude de la direction chinoise ? Alors qu'elle accueillait avec chaleur et louait à grand bruit l'appui et le soutien que le Parti du Travail d'Albanie et le Gouvernement albanais apportaient à la Chine, elle n'a, par contre, jamais bien accueilli les observations justes et conformes aux principes que lui faisait notre Parti. La direction du Parti communiste chinois n'a jamais voulu que les normes et les méthodes léninistes soient appliquées dans les rapports entre partis. Raisonnant et agissant selon des conceptions et une logique de grande puissance, de grand Parti et de grand Etat, et se considérant comme un génie infallible, elle a démontré qu'elle ne connaît pas d'autre voie que la voie du diktat et de l'imposition de ses points de vue aux autres, en particulier aux petits.

Indépendamment des divergences existantes, le Parti du Travail et le Gouvernement d'Albanie ont soutenu publiquement la Chine et la cause du socialisme en Chine, surtout aux moments politiques les plus difficiles, intérieurs et extérieurs, qu'elle a connus, aux moments où elle était isolée et attaquée de toutes parts, voire même par ses amis actuels. Notre Parti et notre Gouvernement l'ont fait sans

réticence, convaincus de défendre ainsi le sort de la révolution en Chine gravement menacée, de défendre les intérêts suprêmes de l'internationalisme prolétarien, l'amitié entre l'Albanie et la Chine. En se rangeant aux côtés de la Chine contre les ennemis du socialisme et en soutenant ses attitudes et ses actes justes, les communistes et le peuple albanais luttèrent pour qu'en Chine soient renforcées les positions du marxisme-léninisme et du socialisme.

Pour mieux comprendre les raisons politiques et idéologiques qui ont poussé la direction chinoise à cesser de façon arrogante son aide à l'Albanie, pour comprendre ses attitudes chauvines et de grande puissance dans ses rapports avec le Parti du Travail d'Albanie, et pour illustrer l'attitude franche, fraternelle et correcte que le Parti, le Gouvernement, et le peuple albanais ont observée à l'égard de la Chine et du peuple chinois, il est utile de jeter un regard sur l'évolution des relations albanaises-chinoises.

1. Les liens entre nos deux partis et nos deux pays ont été établis après le triomphe de la révolution en Chine, après la fondation de la République Populaire de Chine, mais ces liens se sont resserrés et renforcés, particulièrement après 1960, lorsque commença la lutte ouverte contre le révisionnisme khrouchtchévien. La lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne a uni nos partis, l'éloignement de la Chine de cette lutte a séparé leurs voies.

La lutte du Parti du Travail d'Albanie contre le révisionnisme moderne avait commencé avant la condamnation du titisme par le Bureau d'information. Après la mort de Staline, lorsque la variante khrouchtchévienne du révisionnisme avait à peine commencé à se faire jour, cette lutte a encore durci. Ce combat, notre Parti l'a élargi et intensifié toujours plus, en s'opposant aux attitudes et aux actes antimarxistes de Khrouchtchev et de sa bande, aussi bien en matière de politique extérieure que dans les rapports avec les partis communistes, en particulier avec notre Parti.

La déviation khrouchtchévienne représentait la révision de la théorie marxiste-léniniste dans tous les domaines et pour toutes les questions. La stratégie khrouchtchévienne visait à miner la dictature du prolétariat et à rétablir le capitalisme en Union soviétique, à transformer le pays en une superpuissance impérialiste qui se partagerait et dominerait le monde avec l'impérialisme américain. Pour mettre en oeuvre cette stratégie, Khrouchtchev attaqua Staline et le bolchévisme, il préconisa l'extinction de la lutte de classe, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union soviétique. Sous prétexte que le rapport des forces dans le monde actuel a changé, que l'impérialisme américain et la bourgeoisie réactionnaire internationale se sont assagis, il justifiait l'abandon de la thèse fondamentale du marxisme-léninisme sur la révolution violente et répandait l'illusion de la prétendue voie pacifique. Dans leurs rapports avec les partis communistes et ouvriers, les khrouchtchéviens appliquaient la notion de «parti père» et maniaient la «baguette de chef d'orchestre». Ce qu'ils voulaient, c'était soumettre les partis à leur diktat et à leurs conceptions, les transformer en instruments de leur politique extérieure. Dans cette voie, Khrouchtchev, Brejnev, etc., ont pactisé avec les révisionnistes yougoslaves et ont fait cause commune avec eux dans la lutte contre le marxisme-léninisme et la révolution.

Le Parti du Travail d'Albanie a lutté avec résolution et sans défaillance contre cette ligne traîtresse et contre-révolutionnaire du khrouchtchévisme. En particulier, il a rejeté et dénoncé la réhabilitation idéologique du titisme par Khrouchtchev, qui prouvait par cet acte son glissement total dans le borbier de l'opportunisme et de la trahison. Les documents prouvent que le Parti communiste chinois aussi, indépendamment des oscillations dans son attitude vis-à-vis du révisionnisme yougoslave a, au début de 1960, sans être influencé par personne, condamné la réhabilitation de Tito et de son groupe par Khrouchtchev.

En juin 1960, comme on le sait, a eu lieu la Rencontre de Bucarest. La ligne contre-révolutionnaire de Khrouchtchev et des khrouchtchéviens y a été encore mieux confirmée. Non seulement ils ont attaqué le marxisme-léninisme sur toute la ligne, mais ils s'en sont pris directement aussi au Parti communiste chinois. Le Parti du Travail d'Albanie a ouvertement soutenu à cette Rencontre le Parti communiste chinois, il l'a défendu jusqu'au bout, attirant sur lui le feu de la colère et le poids des pressions de tous

les révisionnistes khrouchtchéviens. Notre Parti a assumé cette défense de principe avec une conscience pure de communiste, en étant pleinement convaincu de défendre le marxisme-léninisme et la Chine populaire.

La Rencontre de Bucarest et, plus tard, la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers à Moscou, ont marqué la rupture définitive entre les marxistes-léninistes et les révisionnistes khrouchtchéviens et le commencement de la polémique ouverte entre eux. Tandis que notre Parti commença et poursuivit la lutte contre le révisionnisme khrouchtchévien avec esprit de suite et détermination, la direction chinoise, elle, se montrait hésitante et n'adoptait pas de fermes attitudes anti-khrouchtchéviennes. Dans les premiers temps de l'âpre polémique qui se développa entre le Parti du Travail d'Albanie et les révisionnistes khrouchtchéviens, la Chine était d'accord avec l'Albanie, mais seulement en surface, parce que dans le fond, comme cela a été prouvé par la suite, elle souhaitait se réconcilier avec les Soviétiques et étouffer la polémique. Cela apparut à l'évidence notamment dans le discours de Chou En-laï au XXII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, où, en fait, il n'a pas défendu notre Parti, mais a demandé que la polémique soit étouffée. La direction chinoise considère cette terne attitude comme une aide en faveur de l'Albanie, mais demander d'étouffer la polémique n'était ni dans l'intérêt de l'Albanie socialiste ni dans l'intérêt de la Chine elle-même. Cela était seulement à l'avantage de Khrouchtchev et de sa lutte contre le socialisme et le marxisme-léninisme.

2. L'attitude hésitante du Parti communiste chinois dans la lutte contre le révisionnisme est apparue plus nettement en juin 1962. A cette période, le Parti du Travail d'Albanie envoya à Pékin une délégation qui devait s'entretenir avec le Parti communiste chinois sur des questions importantes concernant la tactique et la stratégie de la lutte commune de nos deux partis dans l'arène internationale. La délégation de notre Parti s'est alors heurtée aux points de vue très erronés de la direction chinoise.

Liou Chao-chi, qui, à l'époque, était le principal dirigeant du Parti communiste chinois après Mao Tsétoung, et qui conduisit les entretiens du côté chinois, ainsi que Teng Siao-ping, qui était alors secrétaire général du Parti communiste chinois, ont soutenu avec insistance le point de vue de la direction chinoise, selon lequel le front anti-impérialiste devait absolument englober aussi l'Union soviétique, alors dirigée par la clique révisionniste de Nikita Khrouchtchev.

La délégation de notre Parti a défendu la ligne du Parti du Travail d'Albanie, qui se fonde sur les enseignements de Lénine, selon lesquels on ne peut combattre avec succès l'impérialisme sans combattre en même temps le révisionnisme. Notre délégation a soutenu avec insistance le point de vue du Parti du Travail d'Albanie selon lequel le front anti-impérialiste, loin de devoir englober les révisionnistes soviétiques, doit au contraire diriger sa lutte simultanément tant contre l'impérialisme en général et l'impérialisme américain en particulier, que contre le révisionnisme soviétique.

La direction chinoise motivait la ligne de la réconciliation avec les révisionnistes soviétiques par la nécessité de l'union «avec tous» contre l'impérialisme américain, qui, disait-elle, était l'ennemi principal. Cette thèse opportuniste exprimait, entre autres, les illusions de la direction chinoise à l'égard des chefs de file révisionnistes soviétiques. Teng Siao-ping a déclaré à la délégation du Comité central de notre Parti, lors des entretiens à Pékin : «Il est impossible que Khrouchtchev change et devienne un Tito... L'Union soviétique ne peut jamais cesser d'être un pays socialiste». (Extrait du procès-verbal des entretiens du 11 juin 1962).

Le Parti du Travail d'Albanie n'a pas adhéré à ces conceptions ni à la thèse chinoise sur le front unique anti-impérialiste, où seraient inclus aussi les révisionnistes khrouchtchéviens. La direction chinoise, quant à elle, s'est maintenue sur ses positions opportunistes.

Le cours des événements postérieurs, la montée de la lutte des forces marxistes-léninistes contre le révisionnisme khrouchtchévien, l'intensification de l'activité scissionniste de Khrouchtchev et surtout la signature du Traité anglo-soviéto-américain, en août 1963, sur l'arrêt des essais nucléaires dans l'atmosphère, qui traduisait les efforts conjoints des deux superpuissances d'établir leur domination

dans le monde, ont obligé la direction chinoise à entamer la polémique ouverte avec Khrouchtchev. Ainsi c'est seulement quand la réconciliation et l'accord avec les révisionnistes soviétiques, souhaités par la direction chinoise, n'ont pas été réalisés, que le Parti communiste chinois s'est effectivement engagé dans la voie de l'anti-khrouchtchévisme et s'est rallié à la lutte résolue, conséquente et de principe du Parti du Travail d'Albanie. Le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais, qui, depuis presque trois ans, avaient affronté seuls les furieuses attaques ouvertes de Khrouchtchev et de tout le révisionnisme moderne, ne pouvaient manquer de s'en réjouir. Les liens et la collaboration entre nos deux partis dans la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme se sont renforcés encore davantage.

Notre Parti n'a ménagé aucun effort pour que cette lutte s'étende et s'intensifie, car elle servait la mobilisation des forces anti-impérialistes et anti-révisionnistes pour la défense de la cause du socialisme et de la libération des peuples. Mais, comme nous allons le voir plus loin, la direction chinoise, dans cette lutte, ne s'est pas montrée conséquente ni fidèle aux principes.

3. Pendant l'été 1964, la propagande chinoise se mit à évoquer des problèmes de la frontière sino-soviétique. Se référant à un entretien de Mao Tsétoung avec un groupe de parlementaires socialistes japonais, elle soutenait que de vastes territoires de centaines de milliers de kilomètres carrés avaient été arrachés à la Chine par les tsars russes, et que l'Union soviétique avait en Europe aussi des problèmes territoriaux engendrés par la Seconde Guerre mondiale.

Le Parti du Travail d'Albanie n'a pas approuvé que Mao Tsétoung ait soulevé la question de la révision des frontières. Selon le point de vue de notre Parti, la direction chinoise commettait en cela deux erreurs graves. En premier lieu, soulever la question des frontières à ce moment-là ne contribuait pas à la lutte idéologique contre le khrouchtchévisme. Au contraire, cela fournissait à la direction soviétique une arme puissante qu'elle utiliserait contre la Chine et les marxistes-léninistes, en vue de neutraliser l'effet de leur lutte idéologique pour démasquer la trahison khouchtchévienne, et de présenter la question comme si cette lutte avait pour mobile une affaire de frontières, de revendications territoriales. D'autre part, en mettant en cause les ajustements effectués après la Seconde Guerre mondiale aux frontières de l'Union soviétique avec certains pays européens, on attaquait injustement J. V. Staline et l'on appuyait l'accusation portée contre lui par la réaction internationale à propos de la «création de zones d'influences». La direction chinoise se conciliait sur ce point avec Tito qui soutenait cette thèse. Toutefois, si celui-ci poussait les hauts cris lorsqu'il s'agissait de réparer les injustices que les puissances victorieuses avaient faites autrefois à la Yougoslavie, il se taisait sur les injustices commises aux dépens d'un autre peuple, mais en faveur de la Yougoslavie.

La thèse chinoise sur la révision des frontières n'était pas une question simple. Elle traduisait l'esprit de chauvinisme de grand Etat et de nationalisme bourgeois, elle instiguait à la guerre en Europe. Le Comité central du Parti du Travail d'Albanie, respectueux des normes léninistes, dans un esprit de parfaite correction et de camaraderie, a ouvertement fait part de ses points de vue sur ces questions au Comité central du Parti communiste chinois et au Président Mao Tsétoung en personne par une lettre en date du 10 septembre 1964.

Cette lettre indiquait entre autres : «Nous pensons que soulever actuellement les questions territoriales avec l'Union soviétique causerait un grand tort à notre lutte. Si nous le faisons, nous fournirions à l'ennemi une grande arme pour nous combattre, ce qui paralyserait notre marche en avant.

«Les masses du peuple soviétique, sous la pression de la propagande révisionniste de Khrouchtchev, sous l'influence des calomnies et des inventions de Khrouchtchev, et pour beaucoup d'autres raisons encore, ne comprendront pas pourquoi la Chine populaire présente maintenant des revendications territoriales envers l'Union soviétique, elles ne l'accepteront pas, et la propagande soviétique s'emploie à les dresser contre vous. Nous pensons que même les véritables communistes soviétiques ne le comprendront pas et ne l'accepteront pas. Cela constituera une perte colossale pour notre lutte.

«... nous sommes d'avis que nous ne devons pas rouvrir les anciennes plaies, s'il y en a, que nous ne devons pas engager la lutte et la polémique sur le fait que l'Union soviétique a enlevé ou non des territoires à d'autres, mais que nous devons lutter, en concentrant notre combat, uniquement contre la grande plaie de l'impérialisme et du révisionnisme moderne, la grande trahison des groupes félons de Khrouchtchev, Tito et de tous leurs dévots».

Le Comité central du Parti communiste chinois ne répondit pas à la lettre correcte et de principe de notre Parti. La direction chinoise n'a jamais fourni la moindre explication à notre Parti sur cette question de grande importance. Mao Tséoung s'est borné à une déclaration verbale en disant «nous ne répondrons pas à votre lettre pour ne pas faire de polémique». Nous estimons que, conformément aux normes léninistes, l'échange de vues, la critique adressée dans un esprit de camaraderie et les explications réciproques sont des pratiques normales entre deux partis communistes. Elles ne constituent nullement une polémique.

Malgré l'attitude non correcte de la direction chinoise, notre Parti ne rendit pas publiques ces divergences. Il poursuivit sa lutte révolutionnaire contre l'impérialisme et le révisionnisme côte à côte avec la Chine.

4. En octobre 1964, Khrouchtchev fut renversé. Cet événement fit à nouveau ressortir l'attitude hésitante des dirigeants chinois envers les révisionnistes soviétiques. Le désir d'une réconciliation et d'un rapprochement avec eux se ranima.

Le 29 octobre 1964, Chou En-laï, au nom du Comité central du Parti communiste chinois et du Conseil des Affaires d'Etat de la République Populaire de Chine, en présence des ambassadeurs du Vietnam, de Corée, de Roumanie et de Cuba, demandait à l'ambassadeur albanais à Pékin de transmettre au Comité central du Parti du Travail d'Albanie la proposition chinoise que nos partis envoient leurs délégations à Moscou pour appuyer la nouvelle direction de l'Union soviétique avec à sa tête Brejnev et s'unir à elle «dans la lutte contre l'ennemi commun, l'impérialisme». Il ajoutait qu'à cette fin il avait suggéré à la partie soviétique d'inviter l'Albanie à participer aux fêtes du 7 novembre.

A cette entrevue, Chou En-laï, justifiant le point de vue de la direction chinoise, a dit : «En Union soviétique se sont produits des changements. Leur influence et leur portée ne se limitent pas à l'Union soviétique mais elles s'étendent aux partis et pays socialistes et à tout le mouvement communiste international, et même à nos ennemis communs et à leurs agents. Bref, c'est là une bonne chose, il s'est opéré un changement.

«... C'est pour cette raison que nous avons adressé un télégramme de félicitations à la nouvelle direction du Parti et au Gouvernement de l'Union soviétique, en leur exprimant que nous appuyons ce changement et que nous en prenons acte avec satisfaction.

«... Maintenant, à Pékin, depuis le 16 octobre, nous avons proclamé l'armistice dans notre presse.

«... Nous agissons ainsi afin de nous unir sur les bases du marxisme-léninisme contre l'ennemi commun, bien que nombre de grands problèmes puissent, pour le moment, ne pas être résolus».

Bien que Chou En-laï sût fort bien qu'il n'existait pas de relations diplomatiques entre l'Union soviétique et l'Albanie, ces relations ayant été brutalement rompues sur l'initiative des khrouchtchéviens, il n'en insista pas moins pour que l'Albanie envoyât une délégation à Moscou et il dit à notre ambassadeur : «Nous sommes d'avis que les camarades albanais feraient bien d'étudier notre proposition, c'est une bonne occasion pour tendre la main aux Soviétiques et pour s'unir à eux dans la lutte contre nos ennemis».

Le Comité central du Parti du Travail d'Albanie ne pouvaient pas accepter cette proposition qui impliquait l'extinction de la lutte contre le révisionnisme et la réconciliation idéologique avec lui.

Souscrire à une telle ligne de réconciliation avec les révisionnistes soviétiques aurait été catastrophique pour le mouvement marxiste-léniniste, c'eût été pour lui un coup aux conséquences désastreuses. C'est pourquoi notre Parti opposa une fin de non-recevoir catégorique à la demande de la direction chinoise et la rejeta avec fermeté.

Dans la lettre qu'il adressa le 5 novembre 1964 au Comité central du Parti communiste chinois, le Comité central du Parti du Travail d'Albanie expliquait patiemment, avec un esprit de correction marxiste-léniniste, que l'appréciation que la direction chinoise faisait des changements qui s'étaient produits en Union soviétique était erronée et sa proposition de se rendre à Moscou inacceptable.

Dans cette lettre il était dit entre autres :

«Cet événement, bien qu'important et appelé sans doute à avoir des conséquences sérieuses, n'a pas malgré tout, du moins jusqu'à présent, conduit le révisionnisme à la défaite complète, il n'a pas encore marqué la victoire finale du marxisme-léninisme sur le révisionnisme, il n'a fait qu'accélérer la décomposition du révisionnisme, il a rapproché le révisionnisme de la tombe, cependant que les successeurs de Khrouchtchev s'efforcent de sauver le révisionnisme de cette tombe en appliquant la politique du khrouchtchéisme sans Khrouchtchev.

«... Bien que l'éloignement de Khrouchtchev de la scène politique constitue une importante victoire pour le marxisme-léninisme, le Comité central du Parti du Travail d'Albanie considère qu'il ne faut pas surestimer ce fait, qu'il ne faut pas que les marxistes-léninistes relâchent leur vigilance, ni cessent leur lutte de principe pour la destruction du révisionnisme moderne khrouchtchévien.

«... Nous sommes d'avis que la polémique ouverte et de principe pour dénoncer sans répit le révisionnisme moderne doit être poursuivie jusqu'à ce que le révisionnisme soit complètement enterré comme idéologie... Notre retrait des positions que nous avons conquises par notre lutte serait pour nous une perte, et un avantage pour les révisionnistes.

«... Nous pensons qu'il ne nous est pas permis, que cela n'est du reste ni marxiste, ni digne d'un Etat souverain, alors que le Gouvernement soviétique a rompu de sa propre initiative les relations diplomatiques avec nous et s'est livré à notre égard à des actes antimarxistes odieux, d'ignorer ces choses-là uniquement parce que la personne de N. Khrouchtchev a été écartée.

«Pour ces raisons, nous nous sommes vus contraints de nous exprimer contre la proposition du camarade Chou En-laï, nous suggérant d'accepter une invitation éventuelle du Parti et du Gouvernement soviétique à envoyer une délégation aux fêtes du 7 novembre.»

A l'égard de cette lettre confidentielle de notre Parti également, le Comité central du Parti communiste chinois observa une attitude de dédain. La direction chinoise ne répondit jamais à cette lettre et elle ne prit pas en considération les observations raisonnables, faites dans un esprit de camaraderie, qu'elle contenait.

Chou En-laï, à la tête d'une délégation du Parti et du Gouvernement chinois, se rendit à Moscou le 7 novembre 1964 pour saluer l'accession de Brejnev au pouvoir. Mais, comme les faits l'ont démontré, il n'eut pas de succès dans sa mission de réconciliation et d'accommodement avec la nouvelle direction soviétique et, dès son retour en Chine, la direction chinoise fut obligée de reprendre la polémique avec l'Union soviétique.

Il est donc apparu que l'attitude observée par notre Parti et son appréciation des événements se rattachant à la chute de Khrouchtchev, étaient justes, marxistes-léninistes. Par contre, la position de la direction chinoise était conciliante, opportuniste et entièrement erronée dans l'appréciation de la nouvelle direction révisionniste de l'Union soviétique et dans l'attitude adoptée envers elle. Néanmoins, bien que la direction chinoise ne se soit pas montrée correcte et n'ait pas fait

d'autocritique, et que les divergences idéologiques se soient approfondies, notre Parti continua de marcher de l'avant dans sa lutte pour le renforcement de ses liens d'amitié et de collaboration avec le Parti communiste chinois dans l'espoir que cela aiderait la direction chinoise à se mettre sur des positions solides dans la lutte commune contre le révisionnisme et l'impérialisme.

5. Indépendamment des contradictions qui étaient apparues entre nous, le Parti du Travail d'Albanie, tenant compte des situations difficiles que traversait la Chine et désirant sincèrement aider le Parti communiste et le peuple chinois à les surmonter, continua de soutenir la Chine avec détermination surtout dans les questions politiques et idéologiques sur lesquelles nos points de vue concordaient.

Notre Parti appuya la Révolution culturelle à la demande de Mao Tsétoung lui-même, qui déclara à notre Parti que la Chine avait à faire face à un danger colossal et que l'on ne savait pas qui, des forces socialistes ou révisionnistes, allait l'emporter en Chine. (Extrait du procès-verbal d'un entretien avec la délégation du Parti et du Gouvernement albanais en mai 1966). Le Parti du Travail d'Albanie aida la Chine à une période très critique, alors qu'elle connaissait de grandes secousses et était féroce ment attaquée par le front uni impérialiste-révisionniste. Il appuya la ligne générale de la Révolution culturelle pour la liquidation des éléments capitalistes et révisionnistes qui s'étaient emparés des positions clés dans le parti et le pouvoir, bien qu'il ne fût pas d'accord sur nombre de questions de principe qui étaient à la base de cette révolution et sur les méthodes qui y furent employées. En soutenant la Révolution culturelle, notre Parti espérait qu'elle trouverait la voie de la véritable lutte révolutionnaire, guidée par la classe ouvrière et son avant-garde, le Parti communiste. Toute la période de la Grande Révolution culturelle était une période très difficile pour le socialisme en Chine et il s'y créa une situation compliquée et chaotique. Cette situation était le résultat logique des luttes fractionnistes qui ont eu lieu, contrairement aux principes, au sein du Parti communiste chinois au cours, de la période de la lutte pour le développement de la révolution démocratique-bourgeoise et, après 1949, sur la voie que la Chine devait suivre dans le développement ultérieur de la révolution. Les grandes idées de la Grande Révolution socialiste d'Octobre et l'idéologie marxiste-léniniste ne devinrent pas, comme elles auraient dû le devenir, pour le Parti communiste chinois, un exemple, une boussole, l'axe de son action dans les conditions concrètes de la Chine. Il en est résulté que même le noyau marxiste-léniniste du Parti a été poussé à un éclectisme dangereux, qui a suscité une lutte chaotique effrénée de fractions, de personnes, et de groupes aux diverses conceptions non marxistes-léninistes sur le pouvoir, ce qui entrava sérieusement la construction des bases du socialisme en Chine. Ce chaos politique, idéologique et organisationnel du Parti communiste et de l'Etat chinois eut pour effet que des éléments capitalistes et révisionnistes s'emparèrent des positions clés dans le Parti, dans le pouvoir et dans l'armée. C'est dans ces conditions qu'éclata la Révolution culturelle, inspirée et guidée par Mao Tsétoung lui-même.

Le Parti du Travail d'Albanie appuya la stratégie générale de la Révolution culturelle. Mais nous tenons à souligner que notre Parti a soutenu la stratégie de cette révolution et non pas chacune de ses tactiques. Il défendit fermement la cause du socialisme en Chine, il défendit le peuple chinois frère, le Parti communiste chinois et la révolution, mais il ne soutint nullement la lutte fractionniste des groupes antimarxistes, quels qu'ils fussent, qui s'affrontaient et s'empoignaient entre eux, même par les armes, de façon ouverte ou masquée pour reprendre le pouvoir.

La Révolution culturelle, dans la plupart des cas, dans son esprit comme dans son action, se développa comme une lutte non conforme aux principes, qui n'était pas conduite par un véritable parti de la classe ouvrière, qui combattait pour l'instauration de la dictature du prolétariat. Ces affrontements entre groupes fractionnistes se terminèrent ainsi en Chine par l'instauration d'un pouvoir aux mains d'éléments bourgeois et révisionnistes.

La direction chinoise actuelle s'est efforcée et s'efforce d'amener le Parti du Travail d'Albanie à condamner la Révolution culturelle pour des mobiles qui lui sont propres et selon ses propres vœux. Le Parti du Travail d'Albanie n'acceptera jamais ce diktat. Notre Parti et tous les révolutionnaires dans le monde attendent que le Parti communiste chinois fasse une véritable analyse de cette Révolution

culturelle, qu'il ait le courage de dire la vérité sur les idées qui ont guidé cette révolution, sur les groupes et les gens qui l'ont faite et qui l'ont conduite, sur ceux contre lesquels cette révolution était dirigée, et d'adopter des attitudes bien nettes sur ces questions. La direction du Parti communiste chinois n'en a rien fait, car elle est effrayée à l'idée de la véritable interprétation marxiste-léniniste qui peut être donnée des faits.

6. Le Parti du Travail d'Albanie a déployé de multiples efforts pour défendre fermement et ouvertement la Chine sur la scène internationale, bien que, sur nombre de questions, ses points de vue sur le plan des principes fussent différents des conceptions chinoises. Telle fut la lutte diplomatique, longue et persévérante, que l'Albanie socialiste mena pour le rétablissement des droits légitimes de la République Populaire de Chine aux Nations Unies, que l'impérialisme américain et ses alliés lui niaient.

Dans ses relations avec les autres pays du monde, la Chine suivait une politique fermée. La direction de notre Parti, dans des cas particuliers et en toute camaraderie, avait exprimé aux dirigeants chinois le désir de voir la Chine populaire mener une politique étrangère plus active, élargir les contacts et ses relations politiques, économiques, culturelles, etc., avec divers pays, en particulier avec les pays voisins. Selon notre point de vue, cela aurait été dans l'intérêt de la Chine elle-même et de la cause du socialisme et de la révolution dans le monde. Mais la direction chinoise n'a pas trouvé ce désir de l'Albanie opportun et elle préféra s'isoler, en invoquant divers prétextes à tous les Etats qui manifestaient le désir d'établir des rapports avec elle.

7. En 1968, une délégation du Parti et du Gouvernement albanais, conduite par Beqir Balluku, alors membre du Bureau politique, vice-président du Conseil des ministres, et ministre de la Défense populaire se rendit en Chine. Cette délégation était chargée de présenter à la direction chinoise nos demandes d'aides pour le renforcement de la capacité de défense de l'Albanie.

A cette occasion, Chou En-laï exposa ouvertement à Beqir Balluku le point de vue de la direction chinoise, selon lequel l'Albanie, en petit pays qu'elle était, n'avait pas besoin d'armements lourds, et qu'elle ne serait jamais à même de se défendre par ses propres forces contre une agression étrangère, en particulier du social-impérialisme soviétique et de l'impérialisme américain, quelle que fût l'aide militaire qu'elle recevrait de la Chine. C'est pourquoi, selon Chou En-laï, pour que l'Albanie pût faire face à une agression étrangère, il ne lui était offert qu'une seule voie, appliquer la tactique dans la guerre de partisans dans le pays et conclure une alliance militaire avec la Yougoslavie et avec la Roumanie.

Lorsque notre délégation rentra en Albanie, Beqir Balluku rapporta au Bureau politique la proposition de Chou En-laï. Le Bureau politique du Comité central de notre Parti dénonça et rejeta à l'unanimité la proposition anti-albanaise et contre-révolutionnaire de Chou En-laï. Beqir Balluku, qui s'associa formellement à la décision du Bureau politique, ajouta qu'il s'était soi-disant opposé à la proposition de Chou En-laï, mais les faits et les événements ultérieurs démontrèrent que Beqir Balluku avait été en réalité pleinement d'accord avec la proposition de la direction chinoise et qu'il agit en secret pour réaliser ce plan stratégique hostile contre la République Populaire Socialiste d'Albanie.

Cette même thèse fut à nouveau avancée par Chou En-laï à la délégation albanaise qui, en juillet 1975, se trouvait à Pékin pour conclure l'accord d'aide économique de la Chine à l'Albanie pour le 6<sup>e</sup> plan quinquennal (1976-1980). Notre délégation la rejeta encore de façon catégorique.

La direction de notre Parti considéra la proposition d'alliance militaire que Chou En-laï cherchait à nous imposer comme une tentative de caractère réactionnaire de la part de la direction chinoise pour faire tomber l'Albanie socialiste dans le filet de complots bellicistes par le biais d'alliances militaires, dans le but final de transformer la région des Balkans en un baril de poudre, comme cherchaient à le faire le social-impérialisme soviétique et les impérialistes américains.



Nous ne savons pas si la Yougoslavie et la Roumanie sont au courant de ces plans de la direction chinoise. Mais nous constatons que même à présent, la direction chinoise manifeste un grand zèle à se mêler des affaires des Balkans, à brouiller les cartes et à allumer la guerre dans cette zone très délicate de l'Europe. Mais nous avons confiance que les peuples des Balkans n'accepteront jamais de se dresser l'un contre l'autre, qu'ils n'accepteront jamais de devenir les instruments ni de l'impérialisme américain, ni du social-impérialisme russe ni de l'hégémonisme chinois.

Ces actes réactionnaires de la direction chinoise et l'opposition de notre Parti à leur égard eurent plus tard des conséquences très sérieuses dans les relations entre nos deux pays.

Notre Parti ne s'est jamais immiscé dans les affaires intérieures de la Chine. Mais la direction chinoise, à certains moments déterminés, s'est ingérée de façon criminelle dans les affaires intérieures de l'Albanie. Ces faits, nous les dévoilerons au grand jour au moment voulu. Si ces actes condamnables entrepris par la direction chinoise en collaboration avec les traîtres albanais avaient été menés à terme, la République Populaire Socialiste d'Albanie, son indépendance et sa souveraineté auraient été liquidées.

8. Tandis que notre Parti travaillait pour renforcer la collaboration fraternelle avec la Chine, tandis qu'il désirait, en un front commun avec aussi tous les partis et forces marxistes-léninistes, développer et intensifier avec elle la lutte contre l'impérialisme, le révisionnisme moderne et la réaction, la Chine, elle, regardait toute chose à travers son propre prisme, cherchait à dominer les autres, à leur imposer sa stratégie et ses tactiques.

Le cours des événements démontrait toujours mieux que la lutte politique et idéologique du Parti communiste chinois contre les khrouchtchéviens n'était pas fondée sur des bases solides, qu'elle n'avait pas en fait pour but de défendre le marxisme-léninisme, la révolution et la libération des peuples. Elle était menée seulement dans des buts pragmatistes et pour des intérêts égoïstes. Cela est apparu dans le changement radical de la stratégie chinoise, officiellement scellé par le voyage de Nixon à Pékin.

Dans l'été 1971, l'Albanie, qui se considérait comme l'alliée la plus proche de la Chine, apprit par les agences de presse étrangères, la nouvelle, diffusée dans le monde entier, que Kissinger avait fait un voyage secret à Pékin. Avec Kissinger avaient été menées des tractations qui marquaient un changement radical dans la politique chinoise. Dans ce cas comme dans d'autres, bien qu'il se fût agi d'un grand tournant politique, d'un changement de la ligne stratégique, le Parti communiste et le Gouvernement de la République Populaire de Chine, ne jugèrent pas utile de s'entretenir préalablement aussi avec le Parti du Travail et le Gouvernement albanais pour savoir ce qu'ils en pensaient. La direction chinoise s'en tint à la pratique du fait accompli, en pensant que les autres devaient leur obéir sans mot dire.

Pour notre Parti, il était clair que la visite de Nixon à Pékin ne constituait pas une escalade des entretiens qui se déroulaient, jusqu'alors à Varsovie entre les ambassadeurs chinois et américain, qu'elle n'était pas faite pour développer la «diplomatie du peuple» ni pour ouvrir la voie à des contacts avec le peuple américain, comme le prétendaient les dirigeants chinois. La visite de Nixon à Pékin jetait les fondements d'une nouvelle politique de la part de la Chine.

Avec la visite de Nixon, la Chine entra dans la danse des alliances et des rivalités impérialistes pour un nouveau partage du monde, où elle aussi aurait sa part. Cette visite ouvrait la voie à son rapprochement et à sa collaboration avec l'impérialisme américain et ses alliés. L'inauguration de l'alliance avec les Etats-Unis marquait dans le même temps l'abandon, par la direction chinoise, des pays vraiment socialistes, du mouvement marxiste-léniniste, de la révolution et de la lutte de libération nationale des peuples.

Cette alliance et cette rencontre à Pékin entre la direction chinoise et le président américain Nixon avaient lieu en un temps où les Etats-Unis d'Amérique menaient leur guerre impérialiste de rapine au

Vietnam, alors qu'ils usaient de tous les moyens de combat les plus modernes, à la seule exception de la bombe atomique, pour massacrer l'héroïque peuple vietnamien frère et pour réduire le Vietnam en cendres. Cette alliance monstrueuse et la rencontre sino-américaine étaient des actes condamnables aux conséquences catastrophiques pour les peuples.

C'est pourquoi le Comité central du Parti du Travail d'Albanie, constatant ce tournant dangereux dans la politique étrangère de la Chine, adressait, le 6 août 1971, au Comité central du Parti communiste chinois, une longue lettre indiquant sa ferme désapprobation de ce tournant, qui allait à rencontre des intérêts de la Chine populaire elle-même, de la révolution et du socialisme.

Dans cette lettre, il est dit entre autres :

«... Nous considérons que votre décision de recevoir Nixon à Pékin n'est pas fondée et qu'elle est inopportune, nous ne l'approuvons pas et ne l'appuyons pas. Nous estimons que la visite annoncée de Nixon en Chine ne sera pas comprise, ni approuvée non plus par les peuples, les révolutionnaires et les communistes des divers pays.

«... Le fait de recevoir en Chine Nixon, qui est connu comme un anticommuniste enragé, comme un agresseur et un assassin des peuples, comme le représentant de la réaction américaine la plus noire, présente beaucoup d'aspects négatifs et entraînera des conséquences néfastes pour le mouvement révolutionnaire et notre cause. La venue de Nixon en Chine et les entretiens avec lui ne peuvent pas ne pas créer chez les simples gens, chez les peuples et les révolutionnaires des illusions nuisibles sur l'impérialisme américain, sur sa stratégie et sa politique.

«... Les entretiens avec Nixon fournissent une arme aux révisionnistes pour déprécier toute la lutte et la grande polémique menées par le Parti communiste chinois en vue de dénoncer les renégats soviétiques comme des alliés et des complices de l'impérialisme américain, ils leur donnent une arme pour identifier l'attitude de la Chine envers l'impérialisme américain avec la ligne de trahison et de collaboration qu'eux-mêmes suivent à son égard. Cela crée pour les révisionnistes khrouchtchéviens la possibilité de brandir encore plus haut leur drapeau du faux anti-impérialisme et d'intensifier leur démagogie et leurs mystifications pour entraîner à leur suite les forces anti-impérialistes.

«... La visite du président américain en Chine ne peut pas ne pas susciter des interrogatifs et même des malentendus chez les simples gens, qui peuvent concevoir le doute que la Chine change d'attitude envers l'impérialisme américain et entre dans le jeu des superpuissances.

«... Notre stratégie prévoit une étroite alliance avec les peuples qui luttent, avec les révolutionnaires du monde entier, dans un front commun contre l'impérialisme et le social-impérialisme et aucunement une alliance avec le social-impérialisme soviétique soi-disant contre l'impérialisme américain, aucunement une alliance avec l'impérialisme soi-disant contre le social-impérialisme soviétique».

La lettre conclut en soulignant que «la ligne et les attitudes du Parti du Travail d'Albanie seront toujours conformes aux principes, conséquentes, inchangées. Nous combattons l'impérialisme américain et le révisionnisme soviétique sans compromis et avec esprit de suite». La lettre exprimait l'espoir que les observations faites par notre Parti du Travail à un parti frère «seraient examinées dans un esprit de camaraderie et comprises de façon juste».

A l'égard de cette lettre aussi la direction chinoise observa son attitude habituelle. Elle ne daigna pas y répondre. Par là elle ne montrait pas seulement sa mégalomanie de grand Etat mais encore la crainte d'être confrontée aux arguments justes et de principe, aux arguments marxistes-léninistes de notre Parti. Le fait est que deux mois après notre lettre, fut tenu le VI<sup>e</sup> Congrès du Parti du Travail d'Albanie. C'était une bonne occasion pour un échange de vues avec la délégation chinoise invitée à ce Congrès et pour éclaircir les positions respectives. Mais la direction chinoise, conséquente dans sa ligne de refus des consultations et de la solution des divergences au moyen d'entretiens, observa une

fois de plus une attitude contraire à toute la pratique des rapports internationalistes entre partis frères. Elle invoqua quelques raisons absurdes pour ne pas envoyer une délégation au Congrès de notre Parti. Pratiquement, dès ce temps-là, le Parti communiste chinois espaça, de façon unilatérale, les contacts avec notre Parti, transformant les rapports entre les deux partis en rapports purement formels.

Le changement de la stratégie chinoise s'est effectué dans une lutte interne au sein de son Parti communiste, où existaient des contradictions profondes, où fleurissaient «cent fleurs et cent écoles», où l'on trouvait à la direction des pro-khrouchtchéviens, des pro-américains, des opportunistes et des révolutionnaires. Cela explique les changements successifs de la ligne politique du Parti communiste chinois, ses attitudes hésitantes, opportunistes et contradictoires envers l'impérialisme américain, le révisionnisme moderne et la réaction internationale. Dans l'espace de dix ans, de 1962 à 1972, l'axe de la politique chinoise a changé trois fois. Au début, le Parti communiste chinois s'en tenait à la formule stratégique du «front unique même avec les révisionnistes soviétiques et autres contre l'impérialisme américain et ses alliés». Par la suite, le Parti communiste chinois a avancé le mot d'ordre du «front unique très large du prolétariat et des peuples révolutionnaires de tous les pays contre l'impérialisme américain, le révisionnisme soviétique et la réaction des divers pays». Avec la visite de Nixon en Chine, la stratégie chinoise parle de nouveau d'un «front unique et large» en y intégrant cette fois «tous ceux qui sont susceptibles d'être unis» y compris les Etats-Unis d'Amérique, contre le social-impérialisme soviétique.

9. Après le rapprochement avec l'impérialisme américain et l'ouverture vers les Etats-Unis et leurs alliés, la direction du Parti communiste chinois a proclamé la théorie antimarxiste et contre-révolutionnaire des «trois mondes», qu'elle présenta comme une stratégie de la révolution et qu'elle s'efforça d'imposer comme ligne générale de leur lutte au mouvement communiste marxiste-léniniste et à tous les peuples du monde. Le Parti du Travail d'Albanie, de même que le Parti communiste chinois, quand ils combattaient ensemble contre le révisionnisme moderne et en particulier contre le révisionnisme khrouchtchévien, ont eu comme principe et ont souligné qu'il n'existe pas de «parti père» et de «parti fils», que chaque parti a le droit d'avoir ses opinions sur tous les problèmes, qu'un parti est vraiment communiste, révolutionnaire, lorsqu'il considère ces problèmes dans l'optique du marxisme-léninisme. Le Parti communiste chinois a violé ces principes et normes dans tous les domaines. Il cherche à imposer le tournant contre-révolutionnaire de l'union de la Chine avec l'impérialisme américain et la réaction mondiale à tous les marxistes-léninistes, à faire accepter ses conceptions et ses analyses antimarxistes sur l'impérialisme, sur la situation internationale actuelle, sur les alliances, etc., comme des vérités absolues et inattaquables par l'ensemble du mouvement révolutionnaire et de libération.

La pratique prouve que le Parti communiste et le Gouvernement chinois dans la plupart des cas n'ont pas considéré les questions internationales sous l'angle du marxisme-léninisme, des intérêts de la révolution et des luttes de libération des peuples. La politique chinoise est une politique pragmatiste et il ne peut en être autrement, tant que sa stratégie et sa tactique sont telles. C'est pourquoi le monde a vu et verra à l'avenir aussi des volte-face complètes dans la stratégie et dans la politique chinoise. Ces tournants sont présentés comme marxistes-léninistes, mais en réalité ce sont des tournants antimarxistes, des tournants qui servent les intérêts du grand Etat chinois en quête d'alliances avec l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique et le capital mondial pour faire de la Chine une superpuissance impérialiste.

Actuellement, le plan de la Chine pour devenir une superpuissance a trouvé son expression concentrée dans la théorie tristement fameuse des «trois mondes». La théorie des «trois mondes» cherche à substituer au marxisme-léninisme un amalgame éclectique d'idées et de thèses opportunistes, révisionnistes et anarcho-syndicalistes, elle cherche à étouffer l'esprit révolutionnaire du prolétariat et sa lutte de classe, en préconisant l'union avec la bourgeoisie et l'impérialisme. La théorie des «trois mondes», par ses thèses selon lesquelles le moment n'est pas venu pour la révolution, veut maintenir le statu quo, la situation d'oppression et d'exploitation capitaliste, colonialiste et néo-colonialiste.

Prétendument au nom de la défense de l'indépendance nationale contre le social-impérialisme soviétique, qu'elle considère aujourd'hui comme l'unique danger et menace, la Chine demande aux peuples de renoncer à la lutte de libération nationale, économique et sociale, de se soumettre à l'impérialisme américain et aux autres puissances capitalistes de l'Occident, les anciens colonisateurs. Elle recherche le renforcement du Marché commun et de l'Union européenne, qui sont des organismes créés pour maintenir sous la servitude capitaliste le prolétariat d'Europe et pour opprimer et exploiter les peuples des autres pays. En excitant la course aux armements des superpuissances, en soutenant les instruments de guerre de l'impérialisme américain, que sont l'OTAN et ses autres blocs militaires, la théorie des «trois mondes» incite à la guerre impérialiste mondiale.

La théorie des «trois mondes» est un brouillard qui sert à dissimuler l'objectif de la Chine d'établir son hégémonie sur ce qu'elle appelle le «tiers monde». Ce n'est pas par hasard qu'elle s'est incorporée dans le «tiers monde» et qu'elle en assume le leadership dans l'arène internationale. Ce n'est pas par hasard non plus que la direction chinoise flirte aussi avec les «non-alignés» et cherche à les mettre sous sa coupe.

La direction chinoise n'est pas la première à manifester son «amour» et sa «sollicitude» pour le prétendu tiers monde. Afin de dominer et de soumettre les pays et les peuples de ce «monde», les impérialistes, les sociaux-impérialistes et autres néo-colonialistes ont élaboré bien longtemps avant elle différentes théories sur le «tiers monde». Aussi est-ce vainement que la direction chinoise prétend avoir, dès 1974, dégagé cette théorie d'une soi-disant analyse objective des situations internationales qu'avait faite Mao Tsétoung. Tout le monde sait que la théorie sur le «tiers monde» est une théorie créée par la réaction mondiale. Le Parti du Travail d'Albanie et le Gouvernement albanais ont, dès 1960 et même avant, démasqué et combattu dans l'arène internationale les spéculations théoriques et pratiques sur le «tiers monde» comme des manoeuvres et complots bourgeois-capitalistes, néo-colonialistes et racistes visant à opprimer les peuples qui luttèrent pour la liberté et l'indépendance.

La «contribution» des dirigeants chinois à la théorie des «trois mondes» ne consiste que dans «l'argumentation» de la nécessité de la conciliation du «tiers monde» avec l'impérialisme. Ils n'ont rien découvert, ils ont conçu l'alliance du «tiers monde» avec l'impérialisme américain et les autres impérialistes pour attirer leurs aides et faire de la Chine une superpuissance impérialiste.

C'est pourquoi, ce n'est pas le Parti du Travail d'Albanie qui attaque l'auteur chinois ou les tenants de cette théorie, mais ce sont précisément eux qui ont auparavant attaqué le Parti du Travail d'Albanie et la lutte qu'il a menée contre cette théorie de la réaction mondiale, la lutte qu'il a conduite en soutien à la liberté et à l'indépendance des peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, etc.

L'application de la théorie des «trois mondes» a amené la direction chinoise à s'unir même avec le «diable», à s'unir avec les impérialistes américains et les monopolistes d'Europe, avec les fascistes et les racistes, les rois et les féodaux, les militaristes et les bellicistes les plus enragés. Elle a fait ses alliés de Pinochet et de Franco, des ex-généraux nazis de la Wehrmacht allemande et de l'armée impériale japonaise, de criminels notoires comme Mobutu et de rois sanguinaires, des boss américains et des présidents des sociétés multinationales.

Cette ligne antimarxiste a conduit la direction chinoise à s'unir à Tito, à Carrillo et à d'autres révisionnistes. Celle-ci fut naguère contre Tito, alors que maintenant elle s'est unie à lui. Cela atteste son manque de principes marxistes-léninistes et ses inconséquences dans sa ligne. Mais notre Parti tient à dire à la direction chinoise : Votre union actuelle avec Tito et les alliances suspectes que vous tentez de nouer dans les Balkans comportent un grand danger pour les peuples de cette péninsule, pour les peuples yougoslave, albanais, grec, turc, etc. L'Albanie connaît bien les plans et les visées de la direction chinoise à l'égard des Balkans. Aussi les peuples du monde doivent-ils être vigilants à rencontre des intrigues chinoises dans cette zone.

10. Le Parti du Travail d'Albanie a fait tout son possible pour que les divergences qui apparaissaient entre les deux partis et qui, avec le temps, tendaient à grossir, soient résolues dans la voie marxiste-léniniste.

Dans cette intention, le Comité central du Parti du Travail d'Albanie, voyant que la direction chinoise se refusait systématiquement à répondre à nos lettres et à envoyer ses délégations officielles en Albanie, constatant en outre que les divergences idéologiques avec la direction chinoise prenaient de grandes proportions, ne s'en tint pas là, mais fit de nouveaux efforts pour engager avec eux des entretiens de camarades.

Ainsi, en janvier 1974, le Comité central de notre Parti a proposé au Comité central du Parti communiste chinois d'envoyer en Chine une délégation de notre Parti et de notre Gouvernement en vue d'y avoir des entretiens au sommet, en soulignant que cette visite devrait avoir lieu, si possible, avant la fin du premier semestre 1974. Mais la direction chinoise, bien qu'elle ait, formellement, accepté la proposition de notre Parti, s'est, en fait, opposée à l'envoi de notre délégation à Pékin. Au début, la direction chinoise a fait savoir que la visite de notre délégation devait avoir lieu dans le deuxième semestre 1974, puis elle l'a reportée au premier semestre de l'année 1975, et enfin elle a passé sous silence cette question, fermant ainsi la voie aux pourparlers, au moment où à Pékin on recevait et accompagnait en grande pompe des rois et des princes, des réactionnaires et fascistes divers. Il était donc clair que la direction chinoise avançait obstinément dans sa voie antimarxiste, que dans ses rapports avec notre Parti et notre pays elle se guidait sur les conceptions du chauvinisme de grande puissance, qu'elle demandait que sa ligne et son diktat soient acceptés inconditionnellement.

Dans ces circonstances, alors que la direction chinoise refusait tout contact, se dérobaient à toute discussion et consultation, quand, avec arrogance et brutalité, elle s'employait à imposer au mouvement marxiste-léniniste la théorie des «trois mondes», que devait faire le Parti du Travail d'Albanie ? Accepter la ligne antimarxiste du Parti communiste chinois et se renier soi-même ? Renoncer à la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne et s'unir aux ennemis de la révolution, du socialisme, de la liberté et de l'indépendance des peuples ? Se séparer des révolutionnaires marxistes-léninistes et s'associer aux opportunistes et à la bourgeoisie réactionnaire ? Cesser de soutenir la lutte de libération nationale des peuples contre les superpuissances et les agents de celles-ci opérant en leur sein ?

Le Parti du Travail d'Albanie est demeuré fidèle au marxisme-léninisme et à sa juste ligne révolutionnaire qu'il a suivie constamment avec résolution, sans défaillance et avec esprit de suite. C'est cette ligne marxiste-léniniste qu'il a présentée aussi à son VII<sup>e</sup> Congrès, où il a exposé ses points de vue et ses positions à l'égard des principaux problèmes internationaux actuels, de la révolution et de la lutte de libération des peuples. Au VII<sup>e</sup> Congrès, comme à chacun de ses autres congrès, notre Parti, dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, a exprimé ses points de vue sur les problèmes concernant aussi le mouvement marxiste-léniniste. La ligne du VII<sup>e</sup> Congrès qui a été approuvée à l'unanimité par le Parti constitue le fondement de toute la politique intérieure et extérieure de notre pays.

Cette ligne marxiste-léniniste de notre Parti, la politique indépendante de l'Albanie socialiste, les prises de position fermes et de principe du peuple albanais, qui ont été et sont en opposition avec la ligne et la politique antimarxistes et de grande puissance de la direction chinoise, sont la cause essentielle et véritable des prises de position et des actes anti-albanais du Comité central du Parti communiste chinois et du Gouvernement chinois et qui ont conduit à l'arrêt arbitraire des aides civiles et militaires à Albanie.

Cela est apparu surtout après le VII<sup>e</sup> Congrès du Parti du Travail d'Albanie, quand la direction chinoise, violant toutes les normes des rapports entre partis frères, a fait preuve de précipitation et attaqué le VII<sup>e</sup> Congrès de notre Parti en prétendant qu'il s'en était pris à la Chine, au Parti communiste chinois et à Mao Tsétoung.

L'accusation de la direction chinoise est dénuée de tout fondement. Il suffit pour s'en convaincre de lire les matériaux du VII<sup>e</sup> Congrès, qui ont tous été rendus publics. Quiconque peut aisément constater qu'il n'y a là aucune attaque ni contre la Chine, ni contre le Parti communiste chinois ni contre Mao Tsétoung. Le Comité central du Parti du Travail d'Albanie, par une lettre au Comité central du Parti communiste chinois en date du 24 décembre 1976, lui a demandé de lui faire connaître en quoi et où notre Parti avait attaqué la Chine et Mao Tsétoung. La direction chinoise n'a, à son habitude, donné jusqu'à ce jour aucune réponse.

Mais le problème ne réside pas dans les «attaques», qui, en fait, n'existent pas. La colère et l'arrogance de la direction chinoise à rencontre du VII<sup>e</sup> Congrès sont dues à ce que notre Parti n'a pas fait siens les thèses et les points de vue antimarxistes chinois, sa théorie contre-révolutionnaire des «trois mondes». Le Parti du Travail d'Albanie, en tant que parti marxiste-léniniste authentique, accepte de discuter de problèmes, mais il n'a jamais reçu de qui que ce soit d'ordre ni de directives sur les problèmes qu'il doit poser ni sur la manière d'exprimer ses points de vue à ses congrès. C'est pourquoi il n'a permis ni ne permet à aucun autre parti, qu'il soit grand ou petit, et pas plus au Parti communiste chinois qu'à un autre, de s'ingérer dans ses affaires intérieures et de lui dicter ce qu'il doit faire et comment il doit agir.

11. La direction du Parti communiste chinois a connu une série de changements dans sa ligne, dans sa stratégie et dans ses hommes. Le Parti du Travail d'Albanie n'a jamais pris la défense de tel ou tel groupe ou de telle personnalité qui ont été écartés de la direction du Parti communiste chinois. Nous avons eu et nous avons nos propres opinions sur chaque chose et chaque individu ou groupe de cette direction qui agissait en Chine. Cela est naturel.

La direction chinoise actuelle a beaucoup désiré que le Parti du Travail d'Albanie appuie son action relative aux changements effectués à la tête du Parti communiste chinois. Etant donné que nous ne l'avons pas fait, elle en conclut que nous sommes des partisans de Lin Piao et du groupe des «quatre». Elle se trompe sur les deux tableaux, ce qui constitue d'ailleurs une des grandes raisons politiques et idéologiques inavouées, qui a poussé la direction chinoise à arrêter son aide à l'Albanie. La direction chinoise actuelle a voulu que notre Parti appuie son activité illégale menée dans une voie qui n'est pas marxiste-léniniste, pour s'emparer du pouvoir en Chine. Notre Parti n'a satisfait ni ne satisfera ce désir de la direction chinoise. Le Parti du Travail d'Albanie ne viole jamais les principes marxistes-léninistes, il ne s'est fait ni ne se fera jamais l'instrument de personne.

La véritable raison de la décision chinoise d'arrêter son aide à l'Albanie réside dans les divergences et dans les contradictions idéologiques et politiques avec le Parti du Travail d'Albanie, dans l'échec des efforts de la direction chinoise pour imposer au Parti du Travail d'Albanie ses points de vue et sa ligne. C'est précisément parce que la direction chinoise n'a pu soumettre l'Albanie socialiste, qu'elle cherche maintenant à se venger et à contrecarrer le développement du socialisme en Albanie. Mais par cet acte elle dévoile encore mieux son visage antimarxiste et contre-révolutionnaire.

L'arrêt des crédits et des aides à l'Albanie socialiste par la direction chinoise n'est pas seulement un épisode, si grave soit-il, dans les rapports entre la Chine et l'Albanie. Cet acte revêt une grande importance internationale, il prouve que la Chine a pris position contre le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien, qu'elle a adopté et suit une politique chauvine et de diktat de grande puissance, qu'elle applique des pratiques hégémoniques et entreprend des actes arbitraires et brutaux de superpuissance.

Pour réaliser ses visées égoïstes, pour faire de la Chine une puissance centrale mondiale, la direction chinoise se pose en «défenseur des petits et moyens pays», elle déclare lutter contre «l'injuste répartition de l'économie mondiale», contre «la discrimination économique des pays en voie de développement par les puissances impérialistes», être pour «le développement de leur économie nationale», pour «le renforcement de leur indépendance et de leur souveraineté», lutter «contre le diktat des grands sur les petits», etc. etc. Or, l'attitude hostile de la direction chinoise vis-à-vis de l'Albanie, l'arrêt de sa part des aides et des crédits accordés jusque-là, parce que le Parti du Travail

d'Albanie n'a pas obéi à sa baguette de dirigeant, dévoile clairement la fausseté de la ligne chinoise, les intentions nullement bienveillantes de la direction chinoise, les mensonges qu'elle veut faire gober aux peuples du «tiers monde», pour les opprimer et les assujettir, pour leur imposer sa propre volonté et la volonté des colonisateurs anciens et nouveaux.

En arrêtant les aides qu'elle accordait à l'Albanie socialiste, alors que, au même moment, la Chine reçoit des aides et des crédits considérables de l'impérialisme américain et du capitalisme mondial et accorde elle-même des aides et crédits à leurs agents comme Mobutu et consorts, la direction chinoise montre ouvertement à l'opinion mondiale qu'elle n'est pas idéologiquement d'accord avec un véritable pays socialiste, mais qu'elle est d'accord et en alliance avec les ennemis du socialisme, avec les réactionnaires, qu'elle est contre l'ordre socialiste, contre les pays et les peuples qui veulent s'affranchir précisément de la domination de l'impérialisme et du social-impérialisme, de l'oppression et du diktat du chauvinisme de grand Etat.

Nous tenons à dire aux dirigeants chinois : Vous avez étendu les désaccords et les divergences idéologiques également au domaine des rapports d'Etat à Etat avec notre pays. Ce faisant, vous avez porté gravement atteinte à l'amitié albanoise-chinoise pour laquelle aussi bien le peuple albanais que le peuple chinois ont tant lutté. Vous avez rendu publiques les divergences et vous avez engagé la polémique ouverte. Nous acceptons ce défi et nous ne craignons pas la polémique. Mais, de tous vos actes hostiles, antimarxistes et anti-albanais, vous êtes pleinement responsables devant le peuple chinois et le peuple albanais, devant toute l'opinion publique mondiale.

Afin que le peuple albanais, le peuple chinois ainsi que toute l'opinion publique internationale soient mis en mesure de prendre connaissance et de juger les points de vue de votre Parti et de votre Gouvernement et du Parti et du Gouvernement albanais, concernant l'arrêt par la Chine des crédits et des aides à l'Albanie, nous publierons dans notre journal «Zëri i Popullit» cette lettre ainsi que la note du Gouvernement chinois. Nous voulons espérer que vous publierez aussi notre lettre dans le journal «Renmin Ribao». C'est là une pratique que la Chine soutenait naguère.

Le Parti du Travail d'Albanie, le Gouvernement et le peuple albanais lutteront pour sauvegarder l'amitié albanoise-chinoise, qui est une amitié de peuples. Ils s'emploieront, dans la mesure où cela dépend d'eux, à faire en sorte que soient maintenus entre l'Albanie et la Chine des rapports normaux d'Etat à Etat. Ils ont le ferme espoir que le peuple chinois appréciera comme il se doit l'attitude albanaise et qu'il saura juger aussi les actions anti-albanaises de la direction chinoise.

La direction chinoise a arrêté son aide économique et militaire à l'Albanie en pensant que l'Albanie serait obligée soit de capituler et de se soumettre à elle, soit de tendre la main aux autres et de se discréditer par là. Mais la direction chinoise n'a pas encore bien connu le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais, leur détermination, leur force et leur unité.

La République Populaire Socialiste d'Albanie et le peuple albanais, sous la direction conséquente du Parti du Travail d'Albanie, avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, s'acquitteront jusqu'au bout et avec honneur de la mission historique de l'édification du socialisme, en s'appuyant sur leurs propres forces, en montrant encore mieux devant le prolétariat mondial et tous les peuples du monde la vitalité inépuisable et invincible de l'idéologie marxiste-léniniste, qui rend possible même à un petit pays, encerclé par l'impérialisme et le révisionnisme, comme l'Albanie, d'édifier avec succès le socialisme, de le défendre et de le faire progresser constamment.

L'Albanie ne se rendra jamais à personne, elle restera fidèle jusqu'au bout au marxisme-léninisme et à l'internationalisme prolétarien, elle marchera sans arrêt sur la voie du socialisme et du communisme éclairée des enseignements immortels de Marx, Engels, Lénine et Staline.

Le peuple albanais avec à sa tête le Parti du Travail soutiendra avec détermination et esprit de suite les luttes révolutionnaires et de libération des peuples, leur combat pour la liberté, l'indépendance et le

progrès social. Il luttera avec intransigeance et jusqu'au bout contre l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique, le révisionnisme moderne et la réaction mondiale. L'Albanie n'a jamais courbé le dos, ni baissé la tête par le passé, elle ne le fera pas davantage aujourd'hui ni à l'avenir.

La direction chinoise échouera aussi bien dans ses thèses que dans ses intrigues. L'acte réactionnaire auquel elle s'est livrée à rencontre de l'Albanie révolte la conscience de tout homme honnête. L'Albanie socialiste est encerclée, mais elle n'est pas isolée, car elle jouit du respect et de l'affection du prolétariat mondial, des peuples épris de liberté et des gens honnêtes dans le monde entier. Ce respect et cette affection ne cesseront de croître. Notre cause est juste ! L'Albanie socialiste triomphera !

**LE COMITE CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE**

**LE CONSEIL DES MINISTRES DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE SOCIALISTE  
D'ALBANIE**

**Tirana, le 29 juillet 1978**